

# Vers la fin du système Erdoğan

*par Thierry Meyssan*

Thierry Meyssan, qui avait annoncé la chute de Recep Tayyip Erdoğan dès décembre 2014 alors que tous les commentateurs internationaux persistaient à le croire gagnant des élections législatives, revient ici sur la carrière du président turc. Dans cette synthèse, il met en lumière les liens de l'AKP avec les Frères musulmans et le rôle de M. Erdoğan dans la coordination du terrorisme international après l'attentat contre le prince saoudien Bandar bin Sultan.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 15 JUIN 2015

عربي ESPAÑOL ENGLISH DEUTSCH РУССКИЙ ITALIANO فارسی



**L'islamiste Recep Tayyip Erdoğan prend la succession du prince saoudien Bandar bin Sultan après l'attentat qui l'écarte de la scène en 2012 et devient le coordinateur du terrorisme international. Il prend la succession du Qatar en 2014 lorsque celui-ci doit renoncer à parrainer les Frères musulmans et devient ainsi le vrai leader de la Confrérie. Grisé par son succès, il se croit indispensable aux États-Unis et viole les règles de l'Otan en signant le traité Turkish Stream avec la Russie.**

## Échec aux élections législatives

Le résultat des élections législatives turques ne menace pas simplement les projets de Recep Tayyip Erdoğan, qui se voyait déjà en nouveau Sultan, mais le pouvoir même de son parti, l'AKP. Chacun des trois autres partis (MHP conservateur, CHP socialiste et HPD gauche) a indiqué refuser de former un gouvernement de coalition avec lui et souhaiter, au contraire, former une coalition à trois. Dans le cas où ils n'y parviendraient pas d'ici 45 jours, il conviendrait alors soit de confier aux socialistes le soin de former une coalition gouvernementale –une option déjà écartée par l'AKP–, soit de convoquer à nouveau des élections législatives.

Ce scénario semble encore improbable, comme le résultat de l'élection paraissait impossible à la quasi-totalité des commentateurs politiques jusqu'au scrutin du 7 juin. Cependant, en signant le 1er décembre 2014 un accord économique avec Vladimir Poutine pour lui permettre de contourner les sanctions de l'Union européenne (*Turkish Stream*), M. Erdoğan a défié les règles implicites de l'Otan. Ce faisant, il est devenu l'homme à abattre à la fois pour Washington et pour Bruxelles. Les États-Unis ont donc largement influé en sous-main durant la campagne électorale pour rendre possible le renversement de l'AKP.

Pour cette élection, M. Erdoğan s'était fixé comme objectif de remporter 400 sièges sur 550. En réalité, pour faire adopter une constitution taillée sur mesure qui lui accorde les pleins pouvoirs exécutifs, il espérait 367 sièges. À défaut, il se serait contenté de 330 sièges, ce qui lui aurait permis de convoquer un référendum qui aurait adopté le projet de constitution à la majorité simple. De toute manière, il lui en fallait 276 pour disposer de la majorité parlementaire, mais il n'en aura que 258, ce qui est insuffisant pour conserver seul le pouvoir.

La domination de l'AKP, depuis 2002, s'expliquait à la fois par ses bons résultats économiques et par la division de son opposition. Or, l'économie turque est en pleine déroute : le taux de croissance qui flirtait avec les 10 % pendant une décennie a chuté lors de la guerre contre la Libye, puis lors de l'opération secrète contre la Syrie. Il est actuellement de 3 %, mais pourrait rapidement devenir négatif. Le chômage se développe soudainement et atteint les 11 %. Ces guerres ont en effet été conduites contre des alliés de

la Turquie et des partenaires économiques indispensables. Quant à la division de l'opposition, la CIA qui l'avait envenimée par le passé s'est empressée d'y remédier.

La chose était facile compte tenu de la kyrielle de griefs que l'autoritarisme de M. Erdoğan a suscitée. L'union de l'opposition avait déjà eu lieu, à la base, en juin 2013, lors des manifestations du parc Taksim Gezi. Mais le mouvement avait échoué, d'abord parce qu'à l'époque M. Erdoğan était soutenu par Washington, et parce qu'il était resté un soulèvement urbain. À l'époque, les manifestants protestaient certes contre un projet immobilier, mais principalement contre la dictature des Frères musulmans et la guerre contre la Syrie.

Constatant que ce mouvement n'avait pas pu le renverser, l'AKP se pensait, à tort, indétrônable. Il a donc tenté de faire passer en force son programme islamiste (foulards pour les femmes, interdiction de cohabitation pour les célibataires de sexe opposé, etc.). Et ce, alors que l'image pure du Sultan se trouvait soudainement remise en cause par la révélation de la corruption de sa famille. En février 2014, on entendait, sur ce qui paraît être une interception téléphonique, M. Erdoğan demander à son fils de cacher 30 millions d'euros en liquide avant une perquisition de la police [1].

Tout ceci sans parler de la purge contre les fidèles de son ancien allié, Fethullah Gülen [2], de l'incarcération massive de généraux, d'avocats et de journalistes [3], du non-respect des promesses faites aux Kurdes, et de la construction du plus grand palais présidentiel au monde.

Cet échec est la conséquence de sa politique étrangère

L'échec de Recep Tayyip Erdoğan ne provient pas de décisions intérieures, c'est la conséquence directe de sa politique étrangère. Les résultats économiques exceptionnels de ses premières années n'auraient pas été possibles sans l'aide en sous-main des États-Unis qui voulaient en faire le leader du monde sunnite. Ils ont été stoppés, en 2011, par le ralliement d'Ankara à l'opération de destruction de la Jamahiriya arabe libyenne qui était jusque là son second partenaire économique. La Turquie a réveillé les liens historiques qu'elle avait avec la tribu des Misratas, principalement des Aghdams, c'est-à-dire des juifs turcs convertis à l'islam et installés en Libye au XVIIIe et XIXe siècle.

La Turquie avait conscience qu'en attaquant la Libye, elle perdrait un très important marché, mais elle espérait prendre la tête des gouvernements tenus par les Frères musulmans, déjà en Tunisie, puis probablement en Libye, en Égypte et en Syrie. Ce qui a effectivement eu lieu dans les deux premiers États en 2012, mais n'a pas duré.

Ankara s'est engagé dans la guerre contre la Syrie. C'est sur le sol turc que l'Otan a installé le quartier général de coordination des opérations. Durant la première guerre (celle de 4ème génération), allant de février 2011 à la conférence de Genève I de juin 2012, l'Otan transférait en Turquie les combattants d'al-Qaïda en Libye de manière à créer « l'Armée syrienne libre ». M. Erdoğan se contentait de fournir des bases arrières camouflées en « camps de réfugiés », tandis que la presse occidentale aveuglée ne voyait qu'une « révolution démocratique » (sic) dans la lignée du « printemps arabe » (re-sic).

En juin 2012, la victoire électorale des Frères musulmans en Égypte pouvait laisser penser à un avenir radieux de la Confrérie. Aussi M. Erdoğan suivit-il le projet d'Hillary Clinton, du général David Petraeus et de François Hollande de relancer la guerre contre la Syrie, mais sur le mode nicaraguayen cette fois. Il ne s'agissait plus de soutenir une opération secrète de l'Otan, mais de jouer un rôle central dans une guerre classique de très grande ampleur.



**Le 16 avril 2014, la presse turque publiait une photographie d'Abu Muhammad, un des officiers supérieurs de Daesh qui avait été blessé par l'Armée arabe syrienne à Idleb, puis transféré par le MIT en Turquie et soigné aux frais du contribuable turc dans un hôpital public d'Hatay.**

## Recep Tayyip Erdoğan, coordinateur du terrorisme international

Lorsque, en juillet 2012, l'Axe de la Résistance réagissait à l'assassinat des membres du Conseil de sécurité national syrien en tentant d'assassiner le prince saoudien Bandar ben Sultan, Recep Tayyip Erdoğan saisit sa chance. Il substitua la Turquie à l'Arabie saoudite dans la manipulation du terrorisme international.

En deux ans, plus de 200 000 mercenaires, venus des quatre coins du monde, transitèrent par la Turquie pour faire le jihad en Syrie. Le MIT —les services secrets turcs— mirent en place un vaste système de circulation d'armes et d'argent pour alimenter la guerre, principalement payée par le Qatar et supervisée par la CIA.

M. Erdoğan installait trois camps d'entraînement d'al-Qaïda sur son sol à Şanlıurfa (frontière syrienne), à Osmaniye (à côté de la base de l'Otan d'Incirlik), et à Karaman (près d'Istanbul) où il organisa une académie du terrorisme dans la tradition de l'École des Amériques [4] [5].

La police et la Justice turque ont montré que M. Erdoğan était —comme l'ancien vice-président états-unien Dick Cheney— un ami personnel de Yasin al-Qadi, le « banquier d'al-Qaïda ». C'est en tous cas ainsi que le FBI

et les Nations unies l'avaient identifié jusqu'à ce qu'il soit retiré de la liste internationale des terroristes, en octobre 2012. Durant la période où il était mondialement recherché, Yasin al-Qadi se rendait secrètement à Ankara, en avion privé. Les gardes du corps de M. Erdoğan venaient le chercher à l'aéroport, non sans avoir d'abord désactivé les caméras de surveillance [6].

Le 18 mars 2014, un enregistrement diffusé sur YouTube laissait entendre un directeur de Turkish Airlines, Mehmet Karataş, se plaindre auprès d'un conseiller de M. Erdoğan, Mustafa Varank, que sa compagnie ait été utilisée par le gouvernement pour transférer secrètement des armes à Boko Haram au Nigéria. Le haut-fonctionnaire ne s'inquiétait pas d'avoir violé le droit international, mais déplorait que ces armes puissent servir à tuer non seulement des chrétiens, mais aussi des musulmans.

En mai 2014, le MIT transférait par train spécial à Daesh quantité d'armes lourdes et de pick-up Toyota neufs offerts par l'Arabie saoudite. L'Émirat islamique, qui n'était alors qu'un groupe de quelques centaines de combattants, se transformait en un mois en une armée de dizaines de milliers d'hommes et envahissait l'Irak.

Durant les quatre derniers mois de 2014, la Turquie empêcha les Kurdes du PKK de voler au secours des leurs à Kobané (Aïn al-Arab) lorsque la ville fut attaquée par Daesh. Au contraire, de nombreux journalistes ont attesté que les jihadistes pouvaient librement franchir la frontière [7].

Le 19 janvier 2015, la gendarmerie sur requête du parquet intercepta un convoi transportant des armes destinées à Daesh. Cependant, la perquisition fut interrompue lorsqu'on découvrit que le convoi était conduit par des agents du MIT. Par la suite, les procureurs et le colonel de gendarmerie furent arrêtés pour « trahison » (sic). Durant l'instruction de leur procès, un magistrat laissa fuiter que le MIT avait affrété au total 2 000 camions d'armes pour Daesh [8].

La colonne vertébrale du système terroriste turc est facilement identifiable : en 2007, l'Académie militaire de West Point a montré que les hommes de l'Émirat islamique en Irak provenaient d'al-Qaïda en Libye (GICL). Les mêmes mercenaires ont été utilisés pour renverser Mouamar el-Kadhafi en 2011 [9], puis pour former l'Armée syrienne libre (les « modérés ») [10]. Les membres syriens de l'Émirat islamique en Irak ont créé al-Qaïda en Syrie (Front al-Nosra). De nombreux combattants libyens et syriens sont revenus au sein de l'Émirat islamique en Irak lorsque celui-ci

s'est renommé « Daesh » et a envoyé des cadres à Boko Haram (Nigéria).



**Mehdi al-Harati est un double national libyen-irlandais. En juin 2010, sa photo remerciant M. Erdoğan venu le visiter à l'hôpital après son arrestation par les Israéliens à bord de la Flottille de la Liberté, fit la une de la presse. Lors d'un cambriolage de sa maison en Irlande (juillet 2011), il s'avéra qu'il détenait une grosse somme d'argent en liquide que la CIA lui avait donnée pour aider au renversement du Guide libyen. Il dirigea la Brigade de Tripoli, une unité d'al-Qaïda encadrée par des officiers français, chargée par l'Otan de prendre l'hôtel Rixos qui servait de cache aux Kadhafi et, au passage, d'assassiner Thierry Meyssan (août 2011). Sous les ordres d'Abdelhakim Belhaj et avec plusieurs milliers de combattants libyens, il vint en novembre 2011 en Syrie organiser l'Armée syrienne libre, pour le compte de la France. Par la suite, il créa et commanda une autre armée privée, Liwa al-Umma, qui reprit le sigle de l'Armée syrienne libre à la fin 2012. De retour en Libye, il fut élu maire de Tripoli (août 2014) lorsque le pays se divisa entre deux gouvernements, l'un à Tripoli soutenu par la Turquie, l'autre à Tobrouk soutenu par l'Égypte et les Émirats.**

## L'implication publique de la Turquie dans le conflit

La Turquie tira un grand profit de la guerre contre la Syrie. D'abord en organisant le pillage de ses trésors archéologiques. Un marché public fut même installé à Antioche pour que les collectionneurs du monde entier puissent acheter les pièces volées et passer commande des œuvres à voler. Puis en organisant le pillage industriel d'Alep, la capitale économique de la

Syrie. La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alep a montré comment les usines ont été systématiquement démontées, les machines-outil transférées en Turquie sous l'œil vigilant du MIT. Les Syriens ont porté plainte en Justice, mais leurs avocats turcs ont immédiatement été arrêtés par l'administration Erdoğan et sont toujours emprisonnés.

L'Armée turque n'a longtemps qu'envoyé des Forces spéciales en Syrie —plusieurs soldats turcs ont été faits prisonniers par l'Armée arabe syrienne—. Cependant, elle a coordonné l'attaque du village chrétien de Maaloula, en septembre 2013 ; un village qui n'offre aucun intérêt stratégique, mais qui est le plus ancien lieu de culte chrétien au monde. Surtout, en mars 2014, l'Armée turque entrait en Syrie pour escorter les jihadistes du Front Al-Nosra (Al-Qaïda) et de l'Armée de l'islam (pro-Saoudien) jusqu'à la ville arménienne de Kassab avec la mission de massacrer les habitants dont les grands-parents avaient fui le génocide perpétré par les ottomans [11]. Sans surprise, la France et les États-Unis s'opposèrent à une condamnation de cette agression par le Conseil de sécurité. Par la suite, l'Armée turque est entrée plusieurs fois en territoire syrien, mais n'y a jamais livré d'autres batailles.



**Formé aux États-Unis, Hakan Fidan, est devenu l'agent de liaison entre l'état-major de l'Otan et la Turquie durant la guerre du Kosovo (1998). Homme de confiance de Recep Tayyip Erdoğan, il est nommé en 2003 directeur de la TIKA, l'agence qui développe les liens avec les turcophones d'Asie centrale et soutient le Hizb ut-Tahrir (une scission des Frères musulmans qui mène une campagne terroriste dans la vallée de Ferghana). En 2007, il intègre le cabinet du Premier ministre Erdoğan et devient administrateur de l'AIEA. En 2010, il est nommé chef des services secrets (MIT). Il organise les camps de jihadistes en Turquie et leur approvisionnement en Syrie, y compris pour Daesh. Surtout, il tente d'impliquer**



**les États-Unis dans la guerre contre la Syrie en organisant l'attaque chimique de la ghoutta et en l'attribuant au président el-Assad (août 2013). Suite à la signature de l'accord Turkish Stream avec la Russie, il entre en conflit avec M. Erdoğan et démissionne, mais le 9 mars 2015, il renonce à se présenter aux élections législatives et reprend ses fonctions de chef des services secrets.**

## Le poids des crimes de Recep Tayyip Erdoğan

La presse turque a largement traité les crimes de l'administration Erdoğan, ce qui lui a définitivement aliéné les populations aléviées (proches des alaouites) et kurdes. Les premiers soutiennent massivement le CHP et les seconds le HPD. Mais c'était insuffisant pour faire chuter le nouveau Sultan.

L'erreur est survenue le 1er décembre 2014, lorsque M. Erdoğan a signé un gigantesque accord économique avec le président Poutine, qu'il perçoit à tort comme un Tsar et donc comme un modèle. Peut-être a-t-il craint que les États-Unis se retournent contre lui, une fois la Syrie tombée, à la manière dont ils s'étaient retournés contre Saddam Hussein une fois l'Iran épuisée. Toujours est-il qu'en prétendant jouer sur les deux tableaux, l'Est et l'Ouest, M. Erdoğan a perdu le soutien que lui apportait sans défaillir la CIA depuis 1998.



**En septembre 2012, Recep Tayyip Erdoğan, François Hollande et Laurent Fabius ourdirent un complot pour faire assassiner le président Bachar el-Assad. L'opération échoua.**

## Le parcours de Recep Tayyip Erdoğan

Adolescent, M. Erdoğan pensait entreprendre une carrière de footballeur. Meneur d'hommes, personnalité charismatique, il vécut dans la rue à tête d'un groupe de délinquants. Il rejoignit rapidement la Millî Görüş (littéralement : « Vision nationale », doit être compris dans le contexte de la censure comme « Islam politique ») de Necmettin Erbakan, dont le programme était la ré-islamisation de la société. Il milita dans un groupe d'extrême droite anti-communiste et participa à diverses manifestations anti-juives et anti-maçonniques.

Élu au Parlement en 1991, il fut interdit d'occuper ses fonctions en raison du coup d'État et de la répression qui s'abattit sur les islamistes. Élu maire d'Istanbul, en 1994, il exerça ses fonctions sans imposer sa vision islamiste. Cependant, au moment de l'interdiction de son parti, il fut condamné pour avoir récité lors d'un de ses discours un poème pan-turkiste. Il purgea 4 mois de prison et fut interdit de se présenter aux élections.

Libéré, il prétendit avoir rompu avec les erreurs du passé. Il abandonna sa rhétorique anti-occidentale, provoquant la division du mouvement de Necmettin Erbakan. Avec l'aide de l'ambassade US, il fonda alors l'AKP, un parti à la fois islamiste et atlantiste auquel il intégra non seulement ses amis de la Millî Görüş, mais aussi les disciples de Fetullah Güllen, et les anciens partisans de Turgut Özal. Ce dernier, était un kurde sunnite qui fut président de 89 à 93. L'AKP gagna les élections de 2002, mais celles-ci furent annulées. Il gagna également les élections de 2003, ce qui permit à Recep Tayyip Erdoğan de devenir enfin Premier ministre, son interdiction politique étant terminée.

Arrivé au pouvoir, M. Erdoğan oublia d'imposer ses vues islamistes. Il développa l'économie avec l'aide des États-Unis, puis à partir de 2009 mit en œuvre la théorie du professeur Ahmet Davutoğlu (un disciple de Fetullah Güllen) de « zéro problème avec nos voisins ». Il s'agissait de résoudre, avec un siècle de retard, les conflits hérités de l'Empire ottoman. Entre autres choses, il mit en place un marché commun, en 2009, avec la Syrie et l'Iran, provoquant un boom économique régional.

## L'AKP et les Frères musulmans

Bien qu'ayant une histoire différente, la Millî Görüş manifesta toujours un

intérêt pour les Frères musulmans égyptiens. Aussi traduisit-elle les œuvres d'Hassan el-Banna et de Saïd Qotb.

L'AKP se rapprocha officiellement des Frères musulmans lors de la guerre conduite par Israël contre les Gazaouites, en 2008-09. Ce qui conduisit le gouvernement Erdoğan à soutenir et à participer au projet de Flottille de la liberté organisé par les Frères sous couvert d'une association humanitaire, l'IHH, et sous l'oeil vigilant de la CIA [12].

Dès les premiers jours du printemps arabe, l'AKP soutenait Rached Ghannouchi en Tunisie, Mahmoud Jibril en Libye et Mohamed Morsi en Égypte. Le parti fournit des spécialistes en communication politique aux Frères musulmans et les conseilla pour imposer leur vision commune de l'islam dans leurs sociétés respectives.

Signe de cette alliance, M. Erdoğan facilita, en septembre 2011, la création à Istanbul du Conseil national syrien, appelé à devenir le gouvernement syrien en exil ; une instance entièrement contrôlée par les Frères musulmans [13].

En 2012, M. Erdoğan accueillit au congrès de l'AKP les leaders des Frères musulmans au pouvoir, l'Égyptien Mohamed Morsi et le Palestinien Khaled Meschal. De même, il organisa une conférence des Frères, le 10 juillet 2013, auquel participèrent Youssef Nada, Mohammad Riyad al-Shafaka (le guide des Frères en Syrie) et Rached Ghannouchi. Par précaution, ce sont ses anciens amis de la Millî Görüş et non l'AKP qui lancèrent les invitations.

Lorsqu'en septembre 2014, le Qatar évite une guerre avec l'Arabie saoudite en invitant les Frères musulmans à quitter l'Émirat, M. Erdoğan saisit à nouveau sa chance et se trouve seul parrain de la Confrérie au plan international.



**Le président Erdoğan reçoit dans son palais flambant neuf entouré de 16**

**soldats costumés en guerriers des 16  
Empires turcs qui l'ont précédé.**

## L'avenir de la Turquie

C'est par facilité que l'on a considéré Recep Tayyip Erdoğan comme un néo-ottoman. Son projet n'a jamais été de reconstituer l'Empire, mais d'en créer un nouveau avec ses propres règles. Il a cru pouvoir s'appuyer alternativement sur le fantasme du Califat (avec le Hizb ut-Tahrir, puis avec Daesh) ou celui du pan-turkisme (« la vallée des loups »).

C'est également à tort qu'on l'a décrit comme un politicien autoritaire. En réalité, il s'est toujours comporté comme un chef de meute et l'on ne dit pas d'un caïd qu'il est autoritaire. Pris en flagrant délit, dans de nombreuses affaires criminelles, il a toujours réagi en niant les évidences et en limogeant ou en arrêtant les policiers et les magistrats qui appliquaient la loi.

Même si Recep Tayyip Erdoğan parvenait à soudoyer le MHP, ou tout au moins 18 de ses députés, pour former une coalition gouvernementale, son parti ne restera pas longtemps au pouvoir.

De manière à être certain de ne plus avoir à affronter l'AKP, les États-Unis devraient en favoriser la division en encourageant les disciples de Fetullah Güllen et les partisans de feu le président Turgut Özal à former leur propre parti.

Le gouvernement qui succédera à l'AKP devra rapidement libérer les prisonniers politiques et poursuivre les leaders islamistes corrompus, puis abroger diverses lois islamistes pour satisfaire l'opinion publique. Il mettra fin à l'implication de la Turquie dans la guerre d'agression contre la Syrie, mais devrait faciliter l'exfiltration des jihadistes par la CIA, d'Irak et de Syrie vers une autre destination. Il bénéficiera du soutien financier des États-Unis dès qu'il aura remis en question le Traité signé par le président Erdoğan avec le président Poutine.

La chute de l'AKP devrait provoquer un repli des Frères musulmans sur le Qatar, seul État qui leur soit désormais favorable. Elle devrait aussi éclaircir l'horizon en Tunisie et en Libye, et favoriser la paix en Syrie et en Égypte.

*Thierry Meyssan*

- 
- [1] « 30 millions d'euros et la voix d'Erdoğan », *Réseau Voltaire*, 25 février 2014.
- [2] « Erdoğan attaque Gülen publiquement », *Réseau Voltaire*, 23 novembre 2013.
- [3] « Le coup d'État judiciaire de l'AKP », par Thierry Meyssan, *Al-Watan* (Syrie), *Réseau Voltaire*, 19 août 2013.
- [4] "Israeli general says al Qaeda's Syria fighters set up in Turkey", par Dan Williams, Reuters, 29 janvier 2014.
- [5] L'École des Amériques était une école de torture, créée par la CIA durant la Guerre froide, au Panama.
- [6] « Erdoğan recevait secrètement le banquier d'Al-Qaida », *Réseau Voltaire*, 2 janvier 2014.
- [7] « Kobané, objet de tous les mensonges », *Réseau Voltaire*, 1er novembre 2014.
- [8] « La Turquie arrête les procureurs qui enquêtaient sur Émirat islamique », *Réseau Voltaire*, 8 mai 2015.
- [9] « Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye », par Webster G. Tarpley, *Réseau Voltaire*, 21 mai 2011.
- [10] « L'Armée syrienne libre est commandée par le gouverneur militaire de Tripoli », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 décembre 2011 ; « Des islamistes Libyens en Syrie pour « aider » la révolution », par Daniel Iriarte, *ABC* (Espagne), *Réseau Voltaire*, 18 décembre 2011.
- [11] « Pour Ankara, le massacre est-il une option politique ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 octobre 2014.
- [12] « Flottille de la liberté : le détail que Netanyahu ignorait », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 6 juin 2010.
- [13] Le Conseil a été initialement présidé par le professeur Burhan Ghalioun, présenté par la presse occidentale comme un « militant laïque » alors qu'il était depuis 2003 le conseiller politique d'Abbassi Madani (président du Front islamique du salut en Algérie). Le Conseil est aujourd'hui présidé par Georges Sabra, présenté comme un « chrétien marxiste », alors qu'il vient d'accomplir son pèlerinage à la Mecque.
- 

Source : « Vers la fin du système Erdoğan », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 juin 2015, [www.voltairenet.org/article187841.html](http://www.voltairenet.org/article187841.html)